



Fiscalité informelle post-conflit en Sierra Leone: Les expériences et points de vues des contribuables

Résumé du document de travail 66 de Samuel Jibao, Wilson Prichard et Vanessa van den Boogaard

La réalité de la fiscalité informelle

Dans les pays à faible revenu et sortant de conflits, particulièrement dans les zones rurales, les citoyens payent souvent une gamme de «taxes» qui diffère considérablement des politiques statutaires. Ces «taxes informelles», versées à divers acteurs étatiques et non étatiques, sont fréquemment négligées dans les analyses des systèmes locaux d'imposition. C'est problématique, car cela induit des incompréhensions sur les charges fiscales pesant sur les individus et les foyers, ainsi que sur les systèmes de gouvernance locale.

Nous définissons les taxes et prélèvements informels comme tous les paiements non statutaires versés à des acteurs étatiques ou non étatiques en conséquence de l'exercice d'un pouvoir politique, coercitif ou social. Nous distinguons les prélèvements illégaux de l'Etat, les taxes et frais d'utilisation informels dans les chefferies, et les prélèvements et frais d'utilisation non gouvernementaux pour des services collectifs. Les prélèvements illégaux de l'État regroupent les pots-de-vin, extorsions et paiements de bonne volonté, tandis que les prélèvements et frais d'utilisation non gouvernementaux et de chefferie peuvent prendre différentes formes, y compris divers

types de prélèvements communautaires, dont le paiement est effectué à des groupes communautaires fournissant des services ou biens librement disponibles.

Il est de plus en plus reconnu que ces taxes et prélèvements informels sont une part essentielle de la gouvernance locale, mais la recherche n'identifie pas encore systématiquement quelles sont les taxes informelles, comment ces taxes sont-elles collectées, comment sont-elles perçues, et quelles sont les variations de ces facteurs d'un point de vue démographique et géographique. L'utilisation d'une approche mêlant plusieurs méthodes, comprenant à la fois une enquête à grande échelle sur les contribuables et des données qualitatives, nous examinons comment les taxes, à la fois formelles et informelles, sont distribuées, collectées et perçues par les citoyens dans les zones rurales de pays à faible-revenu sortant d'un conflit afin de mettre en évidence les systèmes de fiscalité et de gouvernance « réels », non « idéalisés ».

Prévalence de la fiscalité informelle

Il existe un large éventail d'acteurs engagés dans la mobilisation des recettes et la prestation de services, avec une forte prévalence de la

« Il est de plus en plus reconnu que ces taxes et prélèvements informels sont une part essentielle de la gouvernance locale. »

collecte de revenus informels et de pratiques fiscales informelles, y compris une importante institutionnalisation de la prestation de services non gouvernementaux et des mécanismes de gouvernance.

- Même si les revenus informels sont potentiellement relativement réduits dans l'absolu, ils représentent une proportion importante des revenus des contribuables, les citoyens ruraux payant souvent plus de prélèvements informels que de taxes formelles.
- Plus d'un cinquième des participants (21%) déclarent avoir payé au moins une taxe informelle au gouvernement central ou local, le paiement le plus fréquent étant fait aux représentants de l'armée ou de la police, souvent à des barrages routiers ou à des points de contrôle.
- 43% des personnes interrogées ont déclaré avoir versé, au cours de l'année, des paiements informels à des chefs locaux, en marge des impôts locaux perçus par les chefs au nom des conseils de district, qui comprennent communément des taxes locales et les taxes du marché. Ces taxes informelles de chefferie comprennent des « taxes sur le travail » et la fourniture de matériaux locaux pour des projets communautaires initiés par des ONG ou d'autres groupes, une exigence fréquente des projets à financement externe, ou pour la main d'œuvre pour l'entretien communautaire, comme le balayage des routes.
- Les paiements versés à des acteurs non gouvernementaux, y compris à des groupes communautaires, sociétés secrètes et organisations religieuses sont considérables : 79% des chefs de famille rapportent avoir payé au moins un type de prélèvement à un acteur non gouvernemental dans l'année passée.

Perceptions de la fiscalité informelle

Il existe une perception positive des paiements prélevés par les acteurs non gouvernementaux par rapport à ceux prélevés par les

gouvernements locaux et centraux d'un point de vue de l'équité, de la transparence, de la responsabilité et de la prestation de services.

- Les contribuables perçoivent souvent le taux d'imposition comme étant trop élevé quand il s'agit de taxes perçues par le gouvernement, alors que les personnes interrogées sont apparues plus susceptibles de trouver raisonnables les prélèvements par des chefs ou des acteurs non gouvernementaux, certains contribuables étant même prêts à payer un taux plus élevé pour ces paiements.
- Les personnes interrogées déclaraient plus fréquemment avoir reçu un bien ou un service spécifique en échange de taxes et prélèvements informels non gouvernementaux ou de chefferie, en comparaison de leur perception pour des impôts formels de l'État.
- Les prélèvements non gouvernementaux informels sont perçus par les contribuables comme les impôts les plus transparents, les impôts de chefferie informels étant perçus plus positivement que taxes gouvernementales formelles.

Conséquences pour la morale fiscale et les futures recherches

En l'état actuel des connaissances, les données qualitatives suggèrent que les contribuables sont susceptibles de voir tout type de paiement, y compris les paiements directs au titre de services, comme un motif d'échapper à l'obligation de payer des taxes générales au gouvernement.

En effet, l'absence de lien clair entre les taxes gouvernementales, les services ou le développement ont conduit à une résistance au paiement de la taxe locale ou de l'impôt de capitation dans certaines zones. Étant donné l'importance des prélèvements informels au niveau local, il est nécessaire d'élargir le champ analytique pour saisir la gamme complète des paiements effectués par les citoyens dans le but de comprendre les systèmes « réels » de fiscalité et de gouvernance dans les zones où l'Etat est affaibli.

Bibliographie

Jibao, Samuel, Prichard, Wilson and Vanessa van den Boogaard, Vanessa (2017) *Informal Taxation in Post-Conflict Sierra Leone: Taxpayers' Experiences and Perception*, ICTD Working Paper 66, Brighton: March Mallett, Richard (2016) 'Informal taxation in ungoverned spaces', SAIS Review of International Affairs 36(1): 39-46

Crédits

Cet article a été écrit par **Samuel Jibao**, directeur de recherche et PDG, Centre for Economic Research and Capacity Building; Wilson Prichard, professeur adjoint à l'université de Toronto, et directeur de recherche au International Centre for Tax and Development; et Vanessa van den Boogaard, thésarde à l'université de Toronto.

L'ICTD est financé avec l'aide britannique du gouvernement britannique et de la Fondation Bill & Melinda Gates; cependant, les vues exprimées ici ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles des gouvernements du Royaume-Uni. Les lecteurs sont invités à citer et à reproduire le contenu de la série. En contrepartie, l'ICTD demande à être dûment citée et ces citations doivent être référencé comme ci-dessus.

Traduit en Français par Cyrielle Havard-Bourdais.



L'ICTD est basé à l'Institut of Development Studies, Brighton BN1 9RE UK.

© ICTD 2017